

# AU DESSUS DE LA CONFÉRENCE DES 21...

Il semble que le problème allemand, auquel la *Conférence du Luxembourg* tarde à s'attaquer, tourne autour de ces deux questions: la sécurité d'abord, les réparations ensuite. Débarrassons-nous, avant toute autre chose, des conceptions politiques courantes, sinon le problème nous sera non seulement insoluble, mais surtout inabordable par incompréhension totale du sujet. Car s'il est un complexe très embrouillé par le parti-pris et la passion partisane, c'est bien la question allemande. En faisant véritablement et complètement abstraction de toutes ses opinions politiques primitivement ancrées en lui, le chercheur sincère aborde enfin un débat dégagé d'obstructions artificielles.

D'ailleurs, ne nous y trompons pas: le problème allemand est surtout un sujet d'ordre économique, créé puis alimenté et enfin solutionné dans l'avenir, par des considérations où prédominent les questions économiques.

La psychose de guerre, indéniable hélas, du peuple allemand, n'est, ou ne fut pas, l'apanage de ce peuple. Un simple coup d'œil dans l'histoire contemporaine nous apprend que, toujours, lorsqu'un pays domine internationalement, ou croit dominer, l'économie générale, la croyance en un potentiel sidérurgique et mécanique plus puissant que celui des pays étrangers, entraîne cette psychose de guerre. C'est parce qu'ils sont convaincus de la puissance invincible de ce potentiel, plus que de la puissance militaire proprement dite, que les dirigeants d'une nation, après avoir fait partager leur opinion - vraie ou fausse - aux masses, entraînent leur pays dans l'aventure sanglante.

C'est parce que le peuple allemand a cru posséder un potentiel économique largement supérieur à celui de n'importe quel pays, qu'il a accepté les risques de cette guerre. S'il avait su n'être que le troisième dans l'ordre de grandeur, cette guerre n'eût probablement pas eu lieu. C'est parce que l'U.R.S.S. va dépasser, en 1950, le potentiel des États-Unis qu'elle se permet cette intransigeance - fondée ou non la question ne se pose pas ici - sur les problèmes économiques et sociaux qui la dressent, combative, face aux U.S.A.

Ainsi, au point de vue spirituel, la sécurité tant recherchée résiderait, soit dans une égalisation des forces économiques, soit dans une communauté même de ces forces mondiales. Cette dernière solution - la mise en commun du pouvoir économique - ne peut s'effectuer que dans une société libertaire et doit donc être exclue à l'heure actuelle du programme international. C'est cependant la seule issue possible et il faudra que l'humanité y vienne tôt ou tard. La première solution est, elle aussi, incompatible avec la vitalité du capitalisme qui recherche, au contraire, la suprématie nationale au détriment du pays voisin. La sécurité idéologique, spirituelle, dans le régime est donc un leurre et ne peut exister en son sein. La sécurité ainsi envisagée, entraîne l'éviction du régime ou une insécurité permanente, éternelle et réelle.

La sécurité matérielle - du moins en ce qui concerne l'Allemagne et ses desseins guerriers plus ou moins réels - POURRAIT, si la sincérité de ceux qui la recherchent était véritable, pourraient, disons-nous, être trouvée rapidement. La force guerrière réside, nous l'avons dit, dans le degré de force économique du pays. L'Allemagne tenait le troisième rang mondial grâce à ses importations de minerai de fer. Le simple contrôle de ses importations futures la rendrait inoffensive. On l'a assez répété: la Ruhr est l'arsenal de l'Allemagne. Or la Ruhr, atteinte d'une pléthore de charbon - relative si on fait intervenir l'exportation - n'a pas de minerai de fer. Son principal fournisseur était la Lorraine. Il semble donc que l'arrêt, ou du moins la vente mesurée de la «minette lorraine» contribuerait à résoudre le problème de la sécurité matérielle. Mais, ici encore, le régime capitaliste se trouve dans l'impossibilité totale de conserver une juste mesure de cette fourniture à l'industrie allemande, pour des raisons qu'il serait trop long d'expliquer dans cet article.

Ainsi la sécurité, idéologique et matérielle, est un leurre dans le cadre de notre régime et les palabres

du Luxembourg et les conclusions auxquelles les charlatans qui y bavardent en ce moment s'arrêteront ni pourront absolument rien.

La question des réparations est aussi insoluble et nécessitera un autre article.

La farce du Luxembourg devient ainsi une tragédie sans autre conclusion possible que le «*statu quo*» actuel.

-----